

Décision n° 99–713 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 1er septembre 1999 attribuant des ressources en numérotation à la société Kast Télécom S.A.(numéros de la forme 08 30 02 MC DU)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L. 36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 98–170 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 18 mars 1998 dédiant les numéros courts de la forme 30 PQ et 31 PQ à des services gratuits et les numéros courts de la forme 32 PQ à des services divers modifiée ;

Vu la décision n° 99–330 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 28 avril 1999 dédiant les numéros 08 3B PQ MC DU comme substituts de numéros courts de la forme 3B PQ dans les départements d'outre–mer et dans la collectivité territoriale de Saint–Pierre–et–Miquelon ;

Vu la décision n° 99–105 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 5 février 1999 portant attribution de ressources en numérotation à la société Kast Télécom S.A. ;

Vu la demande de la société Kast Télécom S.A. reçue le 2 août 1999 ;

Après en avoir délibéré le 1<sup>er</sup> septembre 1999 ;

Décide :

Article 1er –

Les numéros de la forme 08 30 02 MC DU sont attribués à la société Kast Télécom S.A. dans les départements d'outre–mer et dans la collectivité territoriale de Saint–Pierre–et–Miquelon, pour l'accès à son service accessible sur le territoire métropolitain par le numéro 3002, dans les conditions décrites dans la décision n° 99–330 susvisée.

Article 2 –

La société Kast Télécom S.A. acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 –

Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 –

Au 31 janvier de chaque année, la société Kast Télécom S.A. adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 –

Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1999

Le Président

Jean–Michel Hubert